

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANTANANARIVO

RC 860/16

JUGEMENT REPUTE CONTRADICTOIRE

N° 315 -C DU 9 DECEMBRE 2016

DOSSIER DE PROCEDURE N°259/16

COMACAT

c/

Société BERAFIA SARL

Où siégeaient : Madame RAZAFINDRAKOTO Rivoniaina José

–PRESIDENT–

Madame Andrianasolo Miha

Monsieur Ramanana Charles

–JUGES CONSULAIRES–

Assistés de Me RAHARISON Rova Arsa

–GREFFIER–

A l'audience publique commerciale le VENDREDI NEUF DECEMBRE DEUX MIL SEIZE, tenue par le Tribunal de Commerce sis au Palais de Justice de ladite ville, en la salle ordinaire de ses audiences,

Il a été rendu le jugement suivant :

ENTRE

COMACAT SA (Compagnie Malgache du Caoutchouc) sise au rue Ravoninahitriniarivo, Immeuble COMACAT Ankorondrano Antananarivo ;

Demanderesse comparaisante et concluante;

ET

Société BERAFIA SARL sise au lot II D 34 A Manjakaray Antananarivo ;

Défenderesse non comparaisante ni concluante ;

LE TRIBUNAL :

Vu toutes les pièces de la procédure ;

Ouï la requérante en ses demandes, fins et conclusions ;

Nul pour la requise non comparante ni concluante;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Par exploit introductif d'instance en date du 21 octobre 2016, servi à la requête de la société Compagnie Malgache du Caoutchouc, ci-après COMACAT, représentée par son Directeur Général, Eric Robert MUNSCH, assignation a été donnée à la société BERAFIA Sarl d'avoir à comparaître devant le tribunal de commerce de céans pour entendre :

- Ordonner à la société BERAFIA Sarl de payer à la société Compagnie Malgache du Caoutchouc (COMACAT) la somme de 2 582 100 Ariary en principal, outre les intérêts de droit ;
- Condamner à la société BERAFIA Sarl à payer à la société Compagnie Malgache du Caoutchouc (COMACAT) la somme de 1 000 000 Ariary à titre de dommages-intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir ;
- Condamner le requis aux frais et dépens de l'instance.

Au soutien de son action, la COMACAT expose ce qui suit :

Elle est créancière de la requise de la somme de 2 582 100 Ar qui représente le montant de la facture n° 1045141 du 29 décembre 2014 relative à l'achat d'une moto neuve ;

Cette facture a été réglée par chèque BFV n° 25878400 du 31 décembre 2014, mais ce chèque a été retourné par la banque pour motif « *signature non conforme* » ;

Jusqu'à présent, la requise lui demeure alors redevable de la somme de 2 582 100 Ar ;

Les rappels faits pour le recouvrement de cette créance, notamment la sommation de payer en date du 18 août 2015, sont restés infructueux, raison pour laquelle la requérante a introduit la présente action.

DISCUSSION

En la forme :

La société BERAFIA Sarl a été assignée à parquet car, selon le Président du Fokontany, elle n'est pas à son adresse connue, en l'occurrence le lot II D 34 A Manjakaray, Antananarivo ;

Cependant, elle n'a pas comparu ni conclu ;

Le présent jugement étant susceptible d'appel, il y a lieu de le réputer contradictoire à l'égard de la requise, ce en application des dispositions de l'article 184 du code de procédure civile.

Au fond :

Sur la demande de paiement de la créance en principale :

Aux termes de l'article 51 de la loi n°66 003 du 2 juillet 1966 sur la théorie générale des obligations, « *le débiteur est tenu d'exécuter son obligation dès lors que le créancier le prouve, à moins qu'il ne se prétende libéré et justifie le fait ou le paiement ayant produit l'extinction de son obligation* » ;

Dans le présent cas, il ressort de la photocopie de facture versée au dossier que la société BERAFIA Sarl a acquis auprès de la COMACAT une moto pour un montant de 2 582 100 Ar ;

Suivant lettre en date du 5 janvier 2015, la banque BFV SG a retourné le chèque d'un montant de 2 582 100 Ar émis par la société RAFIA Sarl et remis par la société COMACAT pour motif de signature non conforme ;

Ainsi, le prix de la moto n'a pas été réglé par ce chèque, alors que la requise n'a pas comparu pour justifier le paiement de cette somme ;

Par conséquent, il y a lieu pour le tribunal de céans de constater que la demande de paiement de la créance en principale est fondée et il convient d'y faire droit.

Sur la demande de dommages-intérêts :

L'article 193 de la loi n°66 003 du 2 juillet 1966 sur la théorie générale des obligations dispose « *qu'en cas de retard dans l'exécution d'une obligation de payer une somme d'argent, le créancier a le droit d'exiger du débiteur, outre les intérêts moratoires, des dommages-intérêts compensatoires pour tout préjudice supplémentaire, même s'il résulte du seul retard, à moins que dans ce dernier cas, le débiteur ne prouve sa bonne foi* » ;

En l'espèce, il ressort de la sommation de payer versée au dossier que la requise accuse un retard dans le paiement de la somme qu'elle doit à la requérante sans qu'elle n'ait apporté aucune justification à ce retard ;

Il convient alors de dire que la demande de dommages-intérêts est fondée en son principe mais, compte tenu du montant de la créance et de son ancienneté, apparaît exagérée quant à son quantum ;

Ainsi, il y a lieu de fixer la juste réparation du préjudice subi par la requérante à la somme de 400 000 Ar et de condamner la requise au paiement de cette somme.

Sur la demande d'exécution provisoire :

Aucune urgence n'est articulée ni justifiée en l'espèce, comme l'exige l'article 190 du code de procédure civile ;

Par conséquent, il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement.

P A R C E S M O T I F S

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de la requérante, en matière commerciale et en premier ressort ;

Répute contradictoire à l'égard à la société BERAFIA Sarl le présent jugement ;

Ordonne à la société BERAFIA Sarl de payer à la société Compagnie Malgache du Caoutchouc (COMACAT) la somme de 2 582 100 Ariary en principal, outre les intérêts de droit ;

Condamne la société BERAFIA Sarl à payer à la société Compagnie Malgache du Caoutchouc (COMACAT) la somme de 400 000 Ariary à titre de dommages-intérêts ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire du présent jugement ;

Laisse les frais et dépens de l'instance à la charge de la requise.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique, les jours, mois et an que dessus. Et la minute du présent jugement a été signée par le **PRESIDENT** et le **GREFFIER**, après lecture.

